

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 11 janvier 2013.

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Je veux d'abord saluer les propos du nonce, leur caractère élevé, et également la confiance que la fin du monde n'est pas pour aujourd'hui - ce qui venant de vous nous rassure mais aussi les défis qui nous attendent. Je veux, à mon tour, vous demander d'adresser au pape Benoît XVI mes vœux les plus respectueux pour l'année qui s'ouvre.

Mesdames, Messieurs, je vous demande aussi, comme ambassadeurs ou représentants des Nations dont vous avez la charge de transmettre mes souhaits de paix et de prospérité aux pays que vous représentez.

En ce début d'année 2013, chacun connaît l'état du monde et vous l'avez décrit.

Notre planète connaît une crise, une crise longue, dure, éprouvante, qui nepargne aucun continent même si cette crise prend des formes différentes. Elle est à la fois financière, monétaire, écologique, économique et même parfois politique.

Cette situation exige de nous, lucidité, volonté et solidarité. Tous les gouvernants sont confrontés aux mêmes questions : quel monde préparons-nous pour les générations futures ? Quelle place pour les Nations dans ce monde multipolaire ? Comment bâtir de la stabilité, de la sécurité, de la démocratie et du progrès ?

La France n'est pas n'importe quelle Nation du monde. Elle a, non pas par orgueil ou par ambition, un message à porter. Elle continuera de le faire durant l'année 2013. Je veux ici vous livrer les grandes orientations de l'action diplomatique de la France pour cette année :

1 - D'abord, j'entends poursuivre la consolidation de l'Europe.

Ce qui a été accompli en 2012 est considérable. Rappelons-nous où nous étions il y a quelques mois. C'était l'existence même de la zone euro qui faisait débat et certains s'interrogeaient y compris dans vos chancelleries et sur l'ensemble des continents sur la pérennité même de la zone euro. Des décisions courageuses ont été prises et notamment au Conseil européen du mois de juin 2012 - des mécanismes ont été introduits, mis en œuvre par les gouvernements, la Banque centrale européenne a elle-même défini ses modalités d'intervention, la Grèce, que l'on disait à l'écart presque de la zone euro, a été enfin préservée, sauvegardée et donc maintenue dans la zone euro. Certes, les peuples souffrent des politiques qui sont conduites et souvent elles sont marquées au sceau de l'austérité mais la confiance est revenue, la stabilité et l'intégrité de la zone euro sont aujourd'hui assurées. Dites-le partout ! Parce qu'il ne doit pas y avoir le moindre doute, la moindre hésitation. Tout a été fait, et tout sera fait pour que la zone euro reste une zone de stabilité, de cohérence et d'unité.

Mais si nous sommes et je le redis encore devant vous sortis de la crise de la zone euro, l'Europe n'est pas sortie de la crise. Elle se vérifie chaque jour avec les taux de chômage et la faible croissance c'est le cas de la France - voire même la récession c'est le cas de beaucoup de nos pays voisins.

Alors notre devoir, c'est de faire en sorte que maintenant nous puissions coordonner les politiques économiques au sein de la zone euro, engager même des coopérations renforcées si c'est nécessaire - nous l'avons démontré avec la taxe sur les transactions financières, et soutenir la

croissance.

L'Europe est un projet pour tous. Mais, je vous dis ma conviction là encore, nous devons avancer avec une dynamique plus forte, avec des pays qui le voudront, qui décideront en commun de porter des projets et de les réaliser ensemble.

La France, donc, jouera à la fois son rôle d'initiative pour cette Europe de demain et en même temps, sa mission de trait d'union entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud, l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, parce que la France parle à tous les pays européens.

Nous avons une relation exceptionnelle avec l'Allemagne, elle est essentielle. Sans la solidité, la sincérité de cette relation, les avancées de ces derniers mois n'auraient pas été possibles. Je me rendrai, avec le Premier ministre et un grand nombre d'autres membres du Gouvernement, à Berlin pour célébrer le cinquantième anniversaire du Traité de l'Élysée. Notre amitié, au regard de l'Histoire, est unique. Nous prendrons donc des initiatives à la hauteur de ce que nous avons été capables de faire ces cinquante dernières années et j'ai voulu que ce soit autour de la jeunesse de nos deux pays que nous puissions relancer notre amitié à l'occasion de cette célébration.

Mais nous avons aussi, France et Allemagne, un devoir qui est de donner du sens à la construction européenne. Nous devons le faire avec esprit de responsabilité et en même temps esprit de rassemblement.

La relation franco-allemande n'est pas exclusive même si, je l'ai dit, elle est exceptionnelle.

L'Europe est une Union, qui pour avancer doit associer chacun de ses membres et respecter les institutions communautaires. Je me rendrai en février au Parlement européen, à Strasbourg - qui je le rappelle est le siège du Parlement européen, parce que certains parfois oublient de lire les traités - et je présenterai les propositions européennes de la France.

Avec trois priorités :

La première, la plus urgente, la croissance, toujours la croissance.

La Présidence irlandaise en a fait ce semestre son objectif et la France lui apportera tout son concours. Nous aurons d'abord à déployer les 120 milliards d'euros du pacte que nous avons défini en juin dernier. Nous prendrons des initiatives pour une véritable politique industrielle de l'Europe, parce que nous en avons besoin, parce que l'Europe ne peut pas être simplement un marché, parce que l'Europe doit avoir une volonté notamment en matière énergétique. Nous devons, faire en sorte que nous puissions développer des instruments nouveaux de croissance. Et pourquoi pas d'ailleurs, ne pas affecter les ressources que nous tirons de la taxe sur les transactions financières à des projets de grande infrastructure.

La seconde priorité de la France pour l'Europe pour cette année 2013, c'est d'adopter un cadre financier européen pour 2014-2020. C'est un débat difficile, il y a des intérêts contradictoires, les uns veulent dépenser moins, d'autres avoir des chèques tout en ayant les mêmes retours de l'Union européenne par rapport à leur propre contribution. L'équation n'est pas facile à résoudre. Mais nous devons avoir là encore les idées claires. Le budget doit être maîtrisé compte tenu des contraintes que nous connaissons, mais suffisamment ambitieux pour soutenir la recherche, l'innovation, le développement des infrastructures, et financer nos politiques les politiques de cohésion, mais aussi la politique agricole commune. Parfois j'ai quelques scrupules à le faire parce que cela peut paraître comme une tradition française mais la politique agricole commune c'est aussi un élément de croissance, qui vise à développer une industrie agroalimentaire et fait la fierté de l'Europe. Nous avons aussi le devoir de nourrir la planète. Voilà ce que nous ferons pour que le budget européen soit établi sur de bonnes bases.

Et il y a la dernière priorité qui est l'union bancaire. C'est-à-dire, la mise en œuvre d'ici 2014 de ce qu'on a appelé la supervision des banques et une forme de régulation qui doit intervenir, voire même de résolution des crises quand elles surviennent. C'est la réforme la plus importante depuis l'introduction de la monnaie unique. Elle assurera à l'Europe la sécurité financière dont elle a besoin, le financement de l'économie réelle et également la protection des épargnants. La France, d'ailleurs, a pris les devants puisque le Parlement débattera prochainement d'une loi bancaire qui s'inspire des principes que l'Europe veut introduire dans les prochains mois.

Sur d'autres points, la France fera également des propositions. J'ai évoqué l'Europe de l'énergie, mais aussi l'Europe des universités et des chercheurs, l'Europe de la culture, du numérique, avec

cette idée que la culture n'est pas un bien comme les autres et que nous devons défendre non pas pour la France, non pas simplement pour l'Europe mais pour une vision du monde ce que j'appelle l'exception culturelle.

Telle est l'orientation que la France donnera à sa politique européenne.

2 - Mais la France a des responsabilités aussi à l'échelle du monde. Elle est membre du Conseil de sécurité. Elle porte des valeurs et des principes et donc nous agissons pour la paix et pour la sécurité.

D'abord, nous faciliterons autant qu'il sera possible, sous la conduite du ministre des Affaires étrangères qui a déjà beaucoup fait, la transition politique en Syrie pour faire cesser une guerre qui a hélas fait plus de 60 000 victimes, avec un déchaînement depuis ces dernières semaines. La France a été la première à reconnaître la coalition nationale comme seule autorité légitime représentant aujourd'hui le peuple syrien. Cette coalition se structure, se renforce chaque jour et je salue d'ailleurs la présence parmi nous, de son Ambassadeur. La France agira dans toutes les enceintes internationales pour soutenir cette coalition, et sur le terrain lui apporter tout l'appui nécessaire, à condition toujours que le terrorisme ne puisse pas trouver sa place et soit écarté de tout processus. La chute du régime est inéluctable. Nous avons à préparer l'après-ASSAD avec aussi l'exigence de ne ignorer aucune des communautés qui fondent l'unité du peuple syrien. Je pense notamment aux Chrétiens et aux Alaouites.

Mais le second sujet de préoccupation et donc d'action pour la France - au-delà de l'exigence nécessaire - c'est le Sahel. La situation au nord-Mali est déjà une source de grand souci. Pas simplement pour les Maliens, pas simplement pour les Africains de l'Ouest, mais pour l'Europe et pour la communauté internationale. Parce que s'est structuré là, un groupe terroriste, mais également se sont organisés avec tous les trafics des extrémistes prêts à déstabiliser l'ensemble de la région. Ces groupes font preuve d'une brutalité nous en avons hélas chaque semaine des illustrations et d'une agressivité qui nous menacent, à tel point que la communauté internationale s'en est saisie à travers des résolutions du conseil de sécurité. Les terroristes se sont regroupés ces derniers jours sur la ligne qui sépare artificiellement - le Nord et le Sud du Mali. Ils ont même avancé et cherchent à porter un coup fatal à l'existence même du Mali. La France - comme ses partenaires africains et l'ensemble de la communauté internationale - ne pourra pas l'accepter et je le dis ici avec la solennité nécessaire. Nous sommes face à une agression caractérisée. J'ai donc décidé que la France répondra aux côtés de nos partenaires africains à la demande des autorités maliennes. Elle le fera strictement dans le cadre des résolutions du conseil de sécurité des Nations-Unies et elle sera prête à arrêter l'offensive des terroristes si elle devait se poursuivre, car c'est une exigence de solidarité et de responsabilité. La France sera donc au rendez-vous des résolutions du conseil de sécurité et de la demande des autorités maliennes.

Dans d'autres régions du monde nous aurons aussi à faire la preuve que la France peut être utile. Nous ne ménagerons aucun effort dans la reprise des négociations entre Israéliens et Palestiniens. La France a voté la résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU accueillant la Palestine aux Nations-Unies avec le statut d'Etat non-membre observateur, mais - chacun le sait ici il n'y aura de paix durable que s'il y a un accord juste et négocié entre les Israéliens et les Palestiniens eux-mêmes. Rien ne doit être fait pour rendre inaccessible cet objectif et notamment la poursuite de la colonisation.

Au Moyen-Orient comme d'ailleurs dans le monde entier l'une des plus grandes menaces est la prolifération nucléaire. Là encore soyons clairs : l'Iran a parfaitement le droit de se doter de capacités nucléaires civiles et nous ne l'avons jamais contesté. Mais il serait inacceptable qu'il vienne à détenir l'arme nucléaire et donc je l'appelle, une nouvelle fois en ce début d'année, à se conformer à toutes les obligations internationales : du Traité de non-prolifération comme des résolutions du conseil de sécurité, comme de l'Agence. Il en va de même pour les dirigeants nord-coréens qui devront appliquer strictement les obligations internationales. Parce que la prolifération nucléaire est une menace pour l'ensemble du monde.

Le monde affronte aussi d'autres périls je les connais et certains sont encore plus sournois : je pense au trafic de drogue qui prend une dimension, une forme, une géographie de plus en plus

inquiétante. Là encore, la France sera à l'initiative. Elle présentera à ses partenaires dans le courant de l'année 2013 des propositions pour un plan international de lutte contre la drogue qui doit concerner à la fois les pays producteurs, les pays consommateurs et les pays de transit.

3 - La France a également le devoir de permettre à notre monde de rester viable, c'est-à-dire d'avoir un développement qui puisse être compatible avec l'évolution de l'espèce humaine. C'est à dire que nous sommes en face - et nous devons regarder les choses telles qu'elles sont d'un changement climatique. Il y a cette perspective déviter que la température de la planète ne s'élève de plus de deux degrés d'ici la fin du siècle et chacun sait aujourd'hui et si ne le sait pas nous devons le rappeler que l'hypothèse la plus optimiste est quatre degrés de réchauffement d'ici la fin du siècle si rien est enrayeré, avec toutes les conséquences que cela peut produire. Je ne me réjouis donc pas de l'inertie, de l'immobilisme, du fait qu'aucun accord global susceptible de limiter cette progression n'ait été trouvé. La France y est résolue et c'est pourquoi nous avons annoncé notre candidature pour accueillir en 2015 la conférence-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique. Nous avons besoin véritablement d'un sursaut, pour faciliter cette prise de conscience, pour mobiliser tous nos partenaires, j'ai nommé Nicolas HULOT personnalité respectée en France et dans le monde envoyé spécial pour la préservation de la planète. Nous aurons aussi à évoquer la biodiversité qui seffondre à un rythme jamais vu depuis les dernières grandes extinctions : les océans se sont acidifiés et appauvris et l'urbanisation progresse de manière non contrôlée en détruisant sans cesse des terres cultivables. Nous avons déjà consommé les 2/3 des ressources naturelles non-renouvelables et leur usage croît plus vite que l'augmentation de la population. Chacun peut comprendre ce qui nous attend. Voilà un sujet sur lequel je souhaite que nous puissions avancer en 2013 et je rappelle que la France est favorable elle le dit à chaque fois quelle s'adresse au monde à une agence des Nations-Unies pour l'environnement qui serait située en Afrique et qui pourrait donner de la cohérence aux centaines d'accords distincts parfois mal appliqués, pour permettre une véritable politique et une gouvernance de l'environnement.

4 - Le dernier message que je voulais vous adresser, c'est qu'il n'y aura pas de paix durable, pas de stabilité, pas de sécurité si n'y pas de développement économique et social harmonieux. Nous devons agir sur deux fronts.

D'abord la lutte contre la pauvreté : dans ce but un effort tout particulier doit être réservé à ce que j'appelle les financements innovants. La taxe sur les transactions financières ou sur les billets d'avions qu'avait engagée le Président CHIRAC, car les aides budgétaires qui sont aujourd'hui prévues dans les pays les plus riches de la planète ne permettront pas d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. L'Europe a pris des initiatives et je m'en félicite. Je souhaite donc que les pays qui ont souscrit à la taxe sur les transactions financières puissent dégager une part de cette taxe pour affecter les ressources à la lutte contre les fléaux sanitaires je pense au Sida mais aussi au développement. Puisque je parle du développement, la France va réunir des assises du développement. Une large concertation mobilisera de très nombreux acteurs en France mais aussi à l'étranger, pour aboutir en mars prochain à une feuille de route qui donnera les orientations de la politique française en matière de développement et qui l'inscrira dans la loi.

Le second front que nous devons ouvrir que dis-je, que nous devons poursuivre ! concerne l'emploi. L'organisation internationale de travail estime que la crise a produit dans le monde plus de 20 millions de chômeurs : les excès de la finance que nous avons dénoncés n'ont pas été encore véritablement maîtrisés. Il y a encore des zones grises non-régulées, des transactions financières non-maîtrisées, des comportements inadmissibles, et donc nous devons agir pour cette régulation financière et nous devons être plus audacieux. J'ai fait la proposition avec la Présidente du Brésil Dilma ROUSSEFF que, dans toutes les grandes décisions économiques prises au niveau international, l'impact sur l'emploi soit systématiquement mesuré et pris en compte et que les questions financières continuent d'être à l'ordre du jour des organisations internationales, notamment le G 20. Le G 20 qui, pour la première fois, réunira à la fois les ministres de l'économie et les ministres du travail afin de donner autant qu'il sera possible une dimension sociale à la mondialisation. Je souhaite également que l'organisation internationale du travail soit renforcée.

travail soit renforcée.

Sur la question des échanges : la France souhaite un monde ouvert et se bat contre le retour du protectionnisme. Mais en même temps, nous devons avoir des règles en matière de commerce international et il ne peut y avoir d'un côté des pays ouverts et de l'autre des pays qui disent qu'ils sont plus frileux. Nous prenons en compte les niveaux de développement et il y a des situations particulières et nous les comprenons. Nous aurons donc cette discussion sur la réciprocité dans les échanges commerciaux : nous aurons au G 8 qui se tiendra au Royaume-Uni et ce principe de réciprocité devra s'appliquer dans toutes les négociations en cours, y compris si nous devons lancer un accord de libre-échange entre l'Union européenne et les États-Unis. De même, je suis favorable à ce qu'il y ait des investissements qui puissent être multipliés : nous avons besoin d'investissements étrangers en France comme nous portons une logique d'investissements français à l'étranger et le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a mis en place une diplomatie économique qui justement fait que nous voulons tous les courants d'échanges, de capitaux dès lors que cela peut être utile aux pays qui investissent ou aux pays qui reçoivent ces courants d'investissements. Mais, je souhaite que ces investissements facilités, encouragés puissent se faire dans le respect des normes sociales et environnementales.

Je me rendrai cette année dans plusieurs pays d'Asie pour développer notre dialogue sur la coordination des politiques économiques menées dans les grandes régions du monde. Je dirai notre confiance par rapport à ce que c'est cette économie asiatique avec des taux de croissance très impressionnants, mais je dirai aussi que nous devons rééquilibrer nos échanges et que nous ferons tout pour que notre balance commerciale puisse avec ces grands pays retrouver un niveau raisonnable. À nous de faire l'effort de compétitivité et aux pays qui veulent l'apport de la technologie française, et je les comprends, de faire en sorte que nous puissions avoir un accord qui soit utile pour tous. Il y a aussi la question des monnaies, nous ne pouvons pas dans un monde ouvert avoir des distorsions monétaires qui ne reflètent pas l'état réel des économies. Je sais qu'il y a des efforts d'un certain nombre de grands pays pour ajuster le niveau de la parité, c'est essentiel. La France a toujours milité pour une réforme du système monétaire international, elle continuera de le faire, non pas pour capter quelque avantage que ce soit, mais pour que ce soit, un facteur de stabilité.

J'ai proposé qu'au-delà du G 20, il puisse y avoir une instance qui puisse, justement permettre de discuter de tous ces grands sujets avec une représentation de l'ensemble du monde. Il existe un Conseil de sécurité, beaucoup souhaitent sa réforme, beaucoup de pays sont candidats pour y accéder, mais pourquoi ne pas imaginer un Conseil de sécurité économique et social aussi pour réguler l'économie mondiale. Je mets cette idée une nouvelle fois en débat devant la communauté internationale.

Voilà Mesdames et Messieurs les ambassadeurs ce que je souhaitais en ce début d'année vous dire de la position de la France. La France, elle a aussi une culture et une langue, et elle les met en partage. La francophonie, et je salue ici, son secrétaire général, n'est pas une cause française, c'est une cause internationale parce que c'est le pluralisme des langues qui fait la richesse de notre monde. Chaque fois que nous voyons le français se parler, s'exprimer, s'écrire et parfois admirablement par des auteurs qui ne sont pas français mais qui contribuent à la culture du monde, nous sommes fiers, non pas pour nous-mêmes, mais pour la diversité, l'exception culturelle. La France est une puissance active, engagée, qui a cette ambition d'être utile au monde qui l'entoure. C'est une ambition qui n'est pas nouvelle, qui vient de notre histoire, qui fait que nous portons des valeurs, des principes qui ne sont pas ceux que nous avons inventés pour nous-mêmes mais ceux que nous donnons en partage à l'ensemble du monde et la démocratie, les droits de l'Homme, une conception équilibrée, la volonté d'éviter toute hégémonie ou toute puissance et le souci qu'il y ait à chaque fois le recours aux organisations internationales pour permettre la paix et la sécurité.

Mesdames et Messieurs, au cours de l'année 2013 la France portera des ambitions : une Europe plus solide et plus forte, des organisations internationales plus efficaces, plus respectées, des initiatives de paix plus audacieuses, une prise de conscience environnementale davantage traduite dans les actes.

C'est dans cet esprit et avec cette espérance que j'adresse aux peuples que vous représentez ici les vœux les plus chaleureux de la France.

Merci.